



**Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice,  
« RRSSJ »**

**COORDINATION PROVINCIALE DU NORD-KIVU**

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel  
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Tél : +234 (0) 997 720 450, (0) 820 018 584, +243 993 830 093, +243 821 684 428

E-mail : nordkivu@rssi-jrdc.org/goyonmilemba@gmail.com

*Projet d' :*

**« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »**

**RAPPORT MENSUEL PROVINCIAL DU NORD-KIVU  
OCTOBRE 2014**

Le RRSSJ, en particulier sa Coordination Provinciale, ainsi que la Société Civile du Nord-Kivu demeurent préoccupés par le sort réservé à Monsieur MUHIMA Abbas, Chargé de Communication du réseau à Goma, victime de disparition forcée et déporté au Rwanda, depuis les affrontements du 11 juin 2014, entre les FARDC et l'armée rwandaise, à Kanyesheja [Territoire de Nyirangongo].

**BCP/RRSSJ/NK/10/2014**

## I. CONTEXTE ET SITUATION SECURITAIRE DU MOIS

Octobre 2014 : un mois sanglant et de tous les dangers, pour le Nord-Kivu qui a été le théâtre de plusieurs attaques ciblant la population civile. C'est une situation jamais vécue dans la ville et Territoire de Beni où l'on assiste au carnage des êtres humains par des présumés rebelles ougandais de l'ADF-NALU.

En l'espace de deux semaines, plus de 80 civils dont des femmes et des enfants ont été lâchement tués à la machette et hache à Beni-ville, Oicha, Eringeti et Lubero<sup>1</sup>.



*La population de Beni, déboussolée et impuissante, assiste à l'inhumation des dizaines de proches, sauvagement assassinés par des présumés rebelles de l'ADF-NALU [Photos RRSS]*



<sup>1</sup> Dès la première semaine d'octobre, à l'arrivée des éléments des FARDC à Bunyantenge, à la suite des affrontements en septembre 2014 entre les combattants de la milice de Cheka et ceux de La Fontaine, les habitants de Lubero n'avaient pas caché leurs craintes sur une possible coalition FDLR-La Fontaine, d'éventuelles attaques contre la population civile, etc.

En date du 30 octobre 2014, aux environs de 8 heures du matin, les rebelles d'ADF/NALU ont encore attaqué un village situé à 7km d'Irengeti (Buhangati) où on déplore la mort de 13 personnes et plusieurs d'autres ont été kidnappées par ces mêmes assaillants.

Des cas d'assassinats, enlèvements, viols, arrestations arbitraires, incendie des habitations dans les périphéries de Goma démontrent la gravité de la situation, les groupes armés ceinturant de plus à plus les coins reculés de la ville, les coupeurs de routes sur les axes Goma-Butembo, Goma-Masisi...

Depuis le lancement de la guerre du M23, en avril 2010, en province du Nord-Kivu ; précédé par les violences des autres groupes armés dans les Territoires de Rutshuru, Nyiragongo, Masisi, Walikale, Lubero et Beni qui défient les FARDC, la PNC et que les Casques Bleus de la MONUSCO ne peuvent pas arriver à bout à l'Est de ces forces négatives; la situation des Droits de l'Homme, la crise humanitaire et la sécurité ne font que se dégrader...

De l'autre côté : l'opération connue sous le sobriquet de « *Sokola* <sup>12</sup> », menée par les FARDC, n'a pu mettre fin à ces attaques perpétrées par ces rebelles, d'où les élèves et écoliers ne fréquentent plus le chemin de l'école ; la station d'essence SEP, située non loin de l'aéroport, attaquée par les rebelles des ADF/NALU...

C'est depuis l'annonce de l'amnistie par le gouvernement des quelques éléments de Mouvement du 23 mars [M23] que l'insécurité bat son plein dans la ville de Goma et ses environs. Les défenseurs des droits humains, les journalistes sans omettre les chauffeurs de taxis motos (motards) courent d'énormes risques. Soulignons que des personnes sont tuées à Goma, en toute impunité, sans que la Police et la Justice ne découvrent les auteurs de ces crimes.

Ce qui se passe dans la ville de Goma, dépasse la Police et se présente comme une question grave pour laquelle les acteurs nationaux et internationaux doivent donner des réponses appropriées, avant que le pire ne se réalise.

La Coordination Provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu, par le biais de son organisation membre la PDH, a pu répertorier quelques cas relevant de l'insécurité récurrente dans la ville de Goma et ses environs immédiats, notamment :

- ⇒ Nuit du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre : Monsieur Emile MAHAMBBA, résident au quartier NDOSHO, a été lâchement abattu par des hommes en arme ;
- ⇒ 20 octobre : Maître Jean-Paul LUMBULUMBU, membre du Parti Liberal pour le Développement [PLD] est arrêté à 19 heures, au Quartier Murara, juste devant les installations de Radio MISHAPI, par des agents de l'Agence Nationale de Renseignements (ANR);
- ⇒ 24 octobre : Monsieur MULULU KABATSI, agent à la Banque Commerciale du Congo [BCDC], résident à Katindo droit, Commune de Karisimbi, est abattu par des hommes armés : dans sa chambre et en présence de son épouse et ses

---

<sup>2</sup> Entendez : nettoyez !

enfants. Il a succombé de ses blessures, après un transfert d'urgence à Kinshasa, pour des soins appropriés;

- ⇒ 25 octobre : Monsieur Philémon GIRA, cameraman à la Radio Télévision Nationale Congolaise [RTNC-Goma], a été fusillé par des hommes en armes, au retour du travail. La victime a été hospitalisée au CBK KYESHERO et sa camera emportée par ces assaillants...

## II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

### 2.1. Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorités civiles locales, Commandement de la PNC et des FARDC...]

#### a). La réforme de la Police Nationale

- ☞ 27 octobre : Richard MUYEJ, Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières, a annoncé :
- a) le renforcement des unités de la Police Nationale Congolaise à Beni pour faire face à l'insécurité ;
  - b) la dotation de la Police de Beni en moyens de déplacement [mobilité] ;
  - c) la multiplication des tournées dans les zones où se trouvent les écoles ...
- ☞ Elargissement de réflexion, autour de l'imminence mise en œuvre de la doctrine de Police de Proximité dans la ville de Goma, et l'installation d'un bureau en charge de la mobilisation et information sur la police de proximité dans le territoire de Nyiragongo.

#### b) La mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098

En visite à Goma, le 23 octobre, et se prononçant sur les tueries de Beni, Monsieur Saïd DJINNIT, Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations unies pour la sous-région des Grands Lacs, a déclaré : « ... Ces actes d'une rare violence nous confortent dans notre détermination à œuvrer, avec les pays de la sous-région, y compris leurs forces vives, à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la sous-région, y compris la consolidation de la paix et de la stabilité, à travers la neutralisation de toutes les forces négatives... ».

### 2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques

- Interaction avec l'autorité civile locale, le Commandement de l'Armée et la hiérarchie de la Police Nationale : le Coordonnateur Provincial du RRSSJ/Nord-Kivu a pris une part active aux différentes consultations avec les autorités dans la ville de Beni, en vue de discuter sur la situation d'insécurité dans le grand Nord de la province ;
- Présentation du deuxième rapport du Groupe de Travail pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098 aux acteurs de la Société Civile du Nord-Kivu :

- Présentation, aux autorités locales et celles du Gouvernement central, de la demande expresse de la Société Civile du Nord-Kivu, sur la nécessité de mettre en place des « *unités anti-terroristes au sein des FARDC et de la police de manière à faire face aux actes imprévisibles* » ;
- Rencontre avec l'Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations unies pour la sous-région des Grands Lacs...

### III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS

#### 3.1. *Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base*

##### a) Réforme du secteur de sécurité

- ⊗ La faible présence militaire et policière dans les quartiers Ngadi et le Territoire de Beni;
- ⊗ L'insécurité grandissante ayant provoqué le carnage des êtres humains à Beni-ville et Territoire...

##### b) Mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098

- Le non respect de certains signataires de l'Accord-cadre du 24 février 2013 de leurs engagements, en l'occurrence le Rwanda ;
- Les tergiversations de la MONUSCO sur l'attaque contre les ADF NALU qui massacrent des paisibles citoyens à Beni...

#### 3.2. *Résultats obtenus au cours du mois*

1. L'interaction avec les hautes autorités de la République, sur la résurgence de l'insécurité et les massacres dans la ville de Beni.
2. La participation active de la Coordination Provinciale du RRSSJ/Nord-Kivu aux rencontres et activités organisées par les acteurs étatiques et non étatiques, dans la ville de Beni.

### IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

#### 4.1. *Les enjeux*

- a) Le rétablissement de la paix et la protection des personnes civiles dans la ville et Territoire de Beni.
- b) La résolution de la question des FDLR.

#### 4.2. *De défis*

- L'éradication des ADF-NALU.
- Le changement de la chaîne de Commandement dans la ville de Beni.
- Le changement de la chaîne de Commandement des opérations « *Sokola* »...

### 4.3. De recommandations majeures

#### *Aux autorités nationales*

- Accélérer le programme de désarmement des groupes armés dans la province;
- Payer décemment les militaires et leur assurer une bonne ration alimentaire;
- Renforcer les mécanismes de sécurité de la population sur tout le plan;
- Punir rigoureusement les auteurs de trouble;
- Reformuler la justice ; l'armée et la police en apportant plus d'appui consistant sur le système de sécurité.

#### *Aux autorités provinciales*

- Veiller à la sécurité des populations civiles par les patrouilles mixtes la nuit comme la journée;
- Organiser des bouclages dans les différents quartiers de la ville comme dans les périphéries;
- Procéder à l'identification des troupes.

#### *A la MONUSCO*

- Appuyer la PNC et les FARDC dans la sécurisation des populations civiles avec leurs biens;
- Déployer les troupes de la force militaire neutre dans les coins et recoins de la province, afin de sécuriser la population;
- Mettre fin à la présence de tous les groupes armés rwandais, ougandais et congolais;
- Appuyer la réforme de la justice;
- Afficher une politique claire et positive sur la situation sociopolitique et économique de la RDC;
- Accompagner sans ambiguïté le processus politique la RDC et, en particulier, le processus électoral.

Fait à Goma, le 30 octobre 2014

***Le RRSSJ/Nord-Kivu***